



Revue de presse



Dimanche 15 janvier 2023



Gouvernement: Du nouveau pour le foncier économique

S'inscrivant en ligne droite des facilitations accordées aux investisseurs, l'accès au foncier économique sera bientôt encadré par une nouvelle loi. Dans ce cadre, le gouvernement a examiné, lors de sa réunion hebdomadaire, mercredi dernier, un avant-projet de loi fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat, destiné à la réalisation de projets d'investissement.

Cet avant-projet de loi, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives du président de la République relatives à l'amélioration du climat de l'investissement, introduit de nouveaux mécanismes et dispositions qui libèrent l'acte d'investir du circuit administratif, consacrent des facilitations et instaurent plus de transparence et de diligence dans le traitement des dossiers d'accès au foncier destiné à l'investissement, en assurant un suivi et un accompagnement des investisseurs qui bénéficieront d'un cadre plus incitatif, selon les termes du communiqué des services du Premier ministre.

Sur un autre plan, la même source indique que le ministre des Travaux publics, de l'Hydraulique et des Infrastructures de base a présenté une communication portant sur l'état d'exécution du programme d'urgence pour la sécurisation de l'approvisionnement de la population en eau potable.

Vu la situation climatique actuelle, marquée par un déficit de pluviométrie, des mesures urgentes ont été prises à travers la reconduction du plan d'urgence mis en place durant les deux années 2021 et 2022, afin d'assurer l'approvisionnement régulier de la population en eau

potable durant l'année en cours. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action visant à garantir la sécurité hydrique sur les court et moyen termes, relève le même communiqué.

D'autres dossiers ont été passés en revue lors de cette réunion hebdomadaire, dont celui lié aux préparatifs pour le mois sacré de Ramadan. Sur ce registre, une communication conjointe des ministres en charge des Affaires religieuses, de la Culture et de la Communication, sur le programme des activités religieuses, culturelles et médiatiques à l'occasion du mois sacré de Ramadan, a fait ressortir la mise en œuvre d'un programme riche et varié, qui a été élaboré en coordination avec les différents secteurs et départements concernés, portant notamment sur des activités religieuses, scientifiques, culturelles, éducatives et de solidarité.

Les actions tracées dans le cadre de ce programme seront réalisées au niveau de tout le territoire national et également en direction de notre communauté nationale établie à l'étranger et ce, notamment à travers les différentes chaînes de télévision et de radio nationales et locales ainsi qu'à travers les réseaux sociaux, selon la même source.

Par ailleurs, dans le domaine de la culture, le gouvernement a examiné un avant-projet de loi relative à l'industrie cinématographique, qui s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République relatives à la révision du dispositif législatif et organisationnel encadrant le secteur du cinéma afin de promouvoir l'industrie cinématographique et de créer une véritable dynamique économique autour de ce domaine.

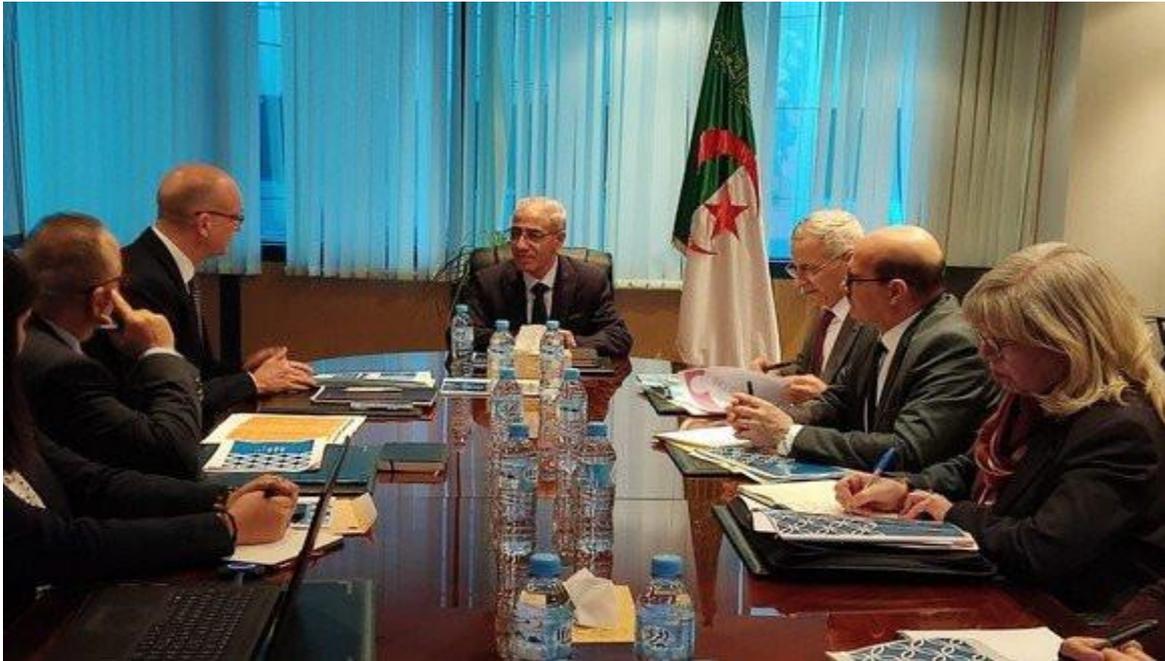
Ce projet de texte, élaboré sur la base des conclusions d'une large consultation lancée par le ministère de la Culture et des Arts auprès des professionnels, des artistes et des experts dans le domaine, vise à mettre en place un cadre législatif spécifique aux différents domaines cinématographiques et ce, dans l'objectif d'asseoir des règles et des mécanismes répondant aux aspirations des professionnels et en cohérence avec la nouvelle approche économique du pays, souligne le communiqué des services du Premier ministre.



Réunion du Gouvernement: plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé mercredi une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de dossiers relatifs à l'octroi du foncier économique, aux préparatifs pour le mois sacré de Ramadan, à la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable et à l'industrie cinématographique, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral.

[Kassali évoque les perspectives de coopération bilatérale avec un responsable de la Banque mondiale](#)



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a reçu le directeur des opérations pour le Maghreb auprès de la Banque mondiale (BM), JeskoHentshel, pour échanger sur l'état et les perspectives de coopération entre l'Algérie et l'institution de Bretton Woods, a indiqué mercredi le ministère dans un communiqué.

[Impôts: des mesures d'accompagnement en faveur des entreprises exportatrices](#)

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, samedi dans un communiqué, des mesures d'accompagnement en faveur des entreprises réalisant des opérations d'exportation de biens et de services.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Investissement : le Gouvernement examine un avant-projet de loi relatif aux modalités d'octroi du foncier économique

Le gouvernement a examiné, mercredi, lors de sa réunion hebdomadaire présidée par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, un avant-projet de loi fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat, destiné à la réalisation de projets d'investissement, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.



Banque mondiale : Kassali évoque les perspectives de coopération bilatérale

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a reçu le directeur des opérations pour le Maghreb auprès de la Banque mondiale (BM), Jesko Hentschel, pour échanger sur l'état et les perspectives de coopération entre l'Algérie et l'institution de Bretton Woods, a indiqué, mercredi, le ministère dans un communiqué.



Formalisation de la finance : Le rôle de la Banque d'Algérie

«La banque d'Algérie a déployé des efforts considérables pour réduire l'ampleur de la finance informelle, notamment depuis l'avènement de la dernière crise pétrolière», affirment Derder Nacera et Benamar Abdelkader, respectivement de l'Université de Boumerdès et de l'Ecole supérieure de commerce d'Alger. Pour les universitaires, la BA a encouragé la formalisation financière par «l'institution du droit au compte, l'élargissement de l'offre des produits de la finance islamique, la protection des dépôts bancaires, l'encouragement des opérations de collecte de l'épargne en devise ainsi que la fixation des normes de transparence financière et de concurrence saine au sein du système bancaire algérien».

RAPACES

... Et la caravane passe. L'adage tombe à pic dans ce tournant historique que l'Algérie enregistre comme pays qui avance, étape par étape, dans la direction tracée sagement par le programme du président de la République. Une marche résolue dans la discrétion et l'humilité coutumière qui fondent la personnalité algérienne.



Banque mondiale : Kassali reçoit le directeur des opérations pour le Maghreb

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a reçu en audience le Directeur des Opérations pour le Maghreb auprès de la Banque Mondiale, Jesko Hentschel. Selon un communiqué de ce département ministériel, cette rencontre est « une occasion pour échanger sur l'état et les perspectives de coopération entre l'Algérie et la Banque Mondiale ».



Adhésion au BRICS : L'admission de nouveaux membres sera statuée d'ici fin 2023

Le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) définira de nouveaux critères d'adhésion au bloc et statuera sur l'admission de nouveaux membres éligibles d'ici fin 2023, a annoncé la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, Naledi Pandor ce vendredi 13 janvier, cité par l'agence Ecofin. La même responsable précise qu'« un certain nombre de pays ont demandé de rejoindre le bloc des BRICS sous la présidence de la Chine.



Directrice générale des Impôts : 13682 milliards de dinars de restes à recouvrer à fin 2020

La Directrice générale des Impôts a fait savoir, devant la Commission des finances à l'APN, que les efforts entrepris par le ministère des Finances ont permis de réaliser les objectifs du recouvrement définis par la LFC 2020 à hauteur de 96.06%, précisant que les revenus destinés au budget de l'Etat sont 5183.35 milliards de dinars contre des estimations de 5395.83 milliards de da.

[Règlement budgétaire de l'exercice 2020 : Le Directeur Général des Douanes fait le point](#)

Le directeur général des douanes, Nourredine Khaldi, a livré des données chiffrées devant les membres de la commission des Finances et du budget de l'APN, qui examine le projet de règlement budgétaire pour l'exercice 2020.



[Banque mondiale : Les efforts de l'Algérie pour asseoir les bases d'une croissance économique durable salués](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a reçu le directeur des opérations pour le Maghreb auprès de la Banque mondiale (BM), Jesko Hentshel, pour échanger sur l'état et les perspectives de coopération entre l'Algérie et l'institution de Bretton Woods, a indiqué ce mercredi le ministère dans un communiqué.



Lors de cette rencontre, tenue hier mardi au siège du ministère, M. Kassali a évoqué les voies et moyens à même de renforcer davantage l'appui de la Banque mondiale pour l'Algérie en termes de transfert de savoir et de renforcement des capacités, en vue d'appuyer le pays dans son vaste programme de réformes.



Octroi du foncier économique : Une loi pour assurer plus de transparence

Le gouvernement vient d'examiner un avant-projet de loi fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat, destiné à la réalisation de projets d'investissement.



Nouvelles dispositions de la Loi de finances 2023 : L'ABEF organise lundi une journée d'information

L'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF) organisera, lundi prochain à Alger, une journée d'information sur les nouvelles dispositions contenues dans la Loi de finances 2023, indique ce samedi un communiqué de l'organisation.



RÉFORMES ÉCONOMIQUES : La Banque mondiale salue les efforts de l'Algérie

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a reçu le directeur des opérations pour le Maghreb auprès de la Banque mondiale (BM), Jesko Hentshel, pour échanger sur l'état et les perspectives de coopération entre l'Algérie et l'institution de Bretton Woods.



Mohamed Achir, économiste, à L'Expression : «La banque mondiale a une littérature pessimiste»

Mohamed Achir est maître de conférences en sciences économiques de l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou. Il revient dans l'entretien qu'il nous a accordé, sur les forces et les faiblesses de l'économie algérienne.



[Importation de véhicules neufs : Bientôt le bout du tunnel](#)

Pas moins de huit dossiers relatifs à des demandes de licences pour la fabrication des véhicules ont été déposés au ministère de tutelle et devront être étudiés dès la semaine prochaine.



[Les assurances appelées à s'adapter à l'électrique](#)

Le développement de la filière du véhicule électrique est pris au sérieux par les autorités centrales du pays. La Compagnie nationale d'électricité, Sonelgaz, a été chargée d'équiper les stations-service Naftal de l'autoroute Est-Ouest de bornes de recharge électrique ou hybride. Néanmoins, l'essor des véhicules électriques pourrait bouleverser le secteur de l'assurance automobile.



[Le Brent, référence du pétrole algérien, au-dessus des 85 dollars : Et de «7» pour le baril](#)

Les cours de l'or noir ont terminé la semaine qui s'est achevée vendredi sur sept séances de hausse consécutive. L'or noir crache le feu. Les cours de l'or noir ont terminé la semaine qui s'est achevée vendredi (13 janvier 2023) sur sept séances de hausse consécutive après un début d'année catastrophique.



[Suite à une réunion avec le ministre des Finances: La grève des pharmaciens n'aura finalement pas lieu](#)

La grève des pharmaciens d'officine qui devait avoir lieu demain a finalement été annulée. Selon le président du Syndicat algérien des pharmaciens d'officine (Snapo), «le ministre des Finances, Brahim Djamel Kessali, a affiché son entière disponibilité pour répondre favorablement à nos revendications».



Un Dinar numérique pour soutenir un besoin d'évolution financière : La Banque d'Algérie et le défi de la finance numérique

L'Algérie est prête à numériser ses services financiers et bancaires. Un gros travail est en train de se faire au niveau du Gouvernement en faveur du développement de la finance numérique qui devrait favoriser et accroître l'inclusion financière, mais aussi pour mieux lutter contre le marché noir de la devise, le blanchiment d'argent ou la fraude fiscale.



Le FMI craint des tensions sociales généralisées en 2023 : Récession mondiale évitable

« La situation économique mondiale n'est pas près de s'améliorer, du fait d'une inflation qui reste tenace et face à laquelle le travail des banques centrales n'est pas encore terminé », a averti, jeudi dernier, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, expliquant que « l'effet du resserrement financier sur l'emploi est encore à venir ».



La part de l'Algérie représente 5% du marché mondial : Gaz naturel:

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a participé vendredi, par visioconférence, aux travaux d'un forum mondial autour de la sécurité énergétique et au développement dans le cadre du sommet « Voice of the South » organisé en Inde. M. Arkab a souligné que l'Algérie a réduit fortement les impacts environnementaux de la chaîne énergétique par son modèle de consommation axé sur le gaz naturel « produit propre ».



Le pétrole termine la semaine à plus de 85 dollars : Cours Énergie

Les cours du pétrole ont enregistré leur septième séance de hausse consécutive vendredi, tirés par des nouvelles d'une résurgence de la demande chinoise, et flirtent désormais avec d'importants seuils symboliques.



Commerce extérieur : la BNA lance son nouveau service « E-Trade »

La Banque Nationale d'Algérie (BNA) a annoncé, ce mercredi 11 janvier 2023, le lancement de son nouveau service « E-Trade », qui concerne la digitalisation des opérations de commerce extérieur.



Exportation : Note importante de la Direction générale des Impôts

La Direction générale des Impôts a mis à la disposition des entreprises réalisant des opérations d'importation une adresse électronique sadiratouka.contactdgi@mf.gov.dz, indique ce samedi la DGI dans un communiqué publié sur sa page Facebook.



مالية: السيد كسالي يتطرق الى آفاق التعاون الثنائي مع مسؤول بالبنك الدولي



استقبل وزير المالية، ابراهيم جمال كسالي، المدير الاقليمي لدائرة المغرب العربي لدى البنك الدولي جيسكو هنتشل، لمناقشة وضعية وآفاق التعاون بين الجزائر و هيئة بريتون وودس، حسبما أفاد به اليوم الاربعاء بيان للوزارة. استباقية لتنويع الاقتصاد الجزائري من خلال ترقية الانتاج الوطني خارج المحروقات"، يضيف ذات المصدر.



وزير المالية: الجزائر ملتزمة بتعزيز ورفع القدرة الشرائية للمواطنين واحتواء التضخم

إستقبل وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، المدير الإقليمي لدائرة المغرب العربي لدى البنك الدولي جيسكو هنتشل. لمناقشة وضعية وآفاق التعاون بين الجزائر و هيئة بريتون وودس.



بنك الـ BNA تطلق خدمة جديدة E-Trade

أطلق البنك الوطني الجزائري خدمة جديدة E-Trade BNA وهي خدمة إطلاع وإشعار خاصة بعمليات التجارة الخارجية. Swift. وذلك عبر منصة الخدمات المصرفية الإلكترونية للبنك .



مديرية الضرائب تعلن عن إجراءات جديدة لهذه المؤسسات

أعلنت المديرية العامة للضرائب اليوم عن إجراءات جديدة لفائدة المؤسسات التي تقوم بعمليات تصدير السلع والخدمات. وفي بيان لها عبر حسابها الرسمي في الفيسبوك اعلنت عن إجراءات المرافقة لفائدة المؤسسات التي تقوم بعمليات تصدير السلع والخدمات. وأنهت المديرية لعلم المؤسسات المصدرة انها وضعت تحت تصرف المؤسسات المصدرة عنوان بريد إلكتروني مخصص. "sadiratouka.contactdgi@mf.gov.dz"

كسالي: الجزائر ملتزمة برفع القدرة الشرائية واحتواء التضخم



قال وزير المالية، ابراهيم جمال كسالي، أن الجزائر ملتزمة بتعزيز ورفع القدرة الشرائية للمواطنين واحتواء التضخم في نسب معقولة. وأفاد بيان لوزارة المالية أن الوزير كسالي أوضح خلال لقاء جمعه مع المدير الإقليمي لدائرة المغرب العربي لدى البنك الدولي جيسكو هنتشل أن “الاقتصاد الجزائري سجل منذ السنة المالية 2022 تطورا إيجابيا استنادا لعدد المؤشرات أبرزها عودة منحى النمو إلى مساره التصاعدي وهذا بالرغم من تداعيات الفترة الصعبة للأزمة الصحية والاضطرابات الجيوستراتيجية التي أدت إلى اختلال سلاسل التموين و كذا التضخم في السوق الدولية.”

في توصية إلى السلطات لتطوير قطاع الضرائب.. النواب يطالبون:

“مصالحة جبائية” مع التجار ورجال الأعمال لاحتواء السوق السوداء

طالب أعضاء لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني بمصالحة جبائية مع التجار ورجال الأعمال والمتعاملين الاقتصاديين للتمكّن من استرجاع أموال السوق السوداء، والتي قدرها رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون بـ90 مليار دولار.

"تكافل" استقطب 59 مليا وأعمال بمليارين في تجربته الأولى بالسوق

هكذا آمن الجزائريون بـ"الحلال" ضد الحرائق والانفجارات وحوادث السيارات

رغم أنها لم تحقّق نتائج كبرى من الناحية المالية، إلا أن منتجات التأمين التكافلي بدأت تحظى بإقبال الزبائن لاسيما فيما يتعلّق بالعروض المطروحة للتأمين عن السيّارات والحرائق والانفجارات والأخطار المتعدّدة، وفقا لما تكشفه أرقام المجلس الوطني للتأمينات، إذ حقّق هذا الفرع رقم أعمال يعادل ملياري سنتيم، منها 1.3 مليار سنتيم لتأمين السيارات وفق صيغ مطابقة للشريعة الإسلامية، وذلك في ظرف 90 يوما فقط، أي بين شهري جوان وسبتمبر.

عبر نظام "سويفت" للتعاملات المصرفية والتحويلات المالية: خدمة جديدة بالبنك الوطني الجزائري لتعزيز التجارة الخارجية

أعلن نهاية الأسبوع الماضي، البنك الوطني الجزائري، عن إطلاق خدمة جديدة عبر منصة الخدمات المصرفية الإلكترونية لذات المؤسسة البنكية، يتعلّق الأمر بخدمة "E-Trade BNA"، وهي خدمة إطلاع وإشعار خاصة بعمليات التجارة الخارجية، عبر نظام "سويفت" للتعاملات المصرفية والتحويلات المالية، مؤكدا في بيان له أن هذه المنصة الجديدة مخصصة للزبائن والأفراد والمهنيين والشركات الممارسة لنشاط التجارة الخارجية، أملا أن تنال الخدمة الجديدة، نسبة كبيرة من معاملات الجزائريين.

كسالى يتطرق إلى آفاق التعاون الثنائي مع مسؤول بالبنك الدولي



استقبل وزير المالية، ابراهيم جمال كسالى، المدير الاقليمي لدائرة المغرب العربي لدى البنك الدولي جيسكو هنتشل، لمناقشة وضعية وآفاق التعاون بين الجزائر و هيئة بريتون وودس، حسبما أفاد به اليوم الاربعاء بيان للوزارة.

يوم إعلامى عن قانون المالية 2023 هذا الإثنين

تنظم الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، الاثنين المقبل بالجزائر العاصمة، يوما اعلاميا حول الأحكام الواردة في قانون المالية 2023، حسبما جاء في بيان للجمعية، اليوم السبت.



ضرائب: إجراءات جديدة لفائدة المؤسسات المصدرة

أعلنت المديرية العامة للضرائب في بيان لها، اليوم السبت، عن جملة من الإجراءات الجديدة لفائدة المؤسسات التي تقوم بعمليات تصدير السلع والخدمات.

Les promoteurs immobiliers comme les particuliers confient, en marge de la 2^e édition du Salon international de la promotion immobilière, de la construction et du décor Souknamec Expo, clôturé hier au Palais des expositions, vouloir opter désormais pour le mode de financement la Mourabaha (vente au prix de revient majoré d'une marge bénéficiaire convenue entre l'acheteur et le vendeur) pour l'obtention de crédits bancaires.

La deuxième édition du Salon international de la promotion immobilière, de la construction et du décor Souknamec Expo, qui a fermé ses portes hier au Palais des expositions la Safex, a été l'occasion pour des promoteurs immobiliers de vendre directement des appartements aux particuliers. «Des promoteurs ont vendu des logements ainsi que des locaux commerciaux. Des clients ont payé cash et d'autres à travers de crédits bancaires. La finance islamique, la Mourabaha, proposée par certaines banques présentes au salon, a remporté un grand succès auprès des particuliers en quête de crédits halal», rapporte le commissaire de cet événement, Ahmed

PROMOTION IMMOBILIÈRE

Crédits bancaires, l'autre challenge

Haniche, précisant que ce salon a attiré plus de 22.000 visiteurs en provenance de différentes wilayas. Les crédits immobiliers d'une façon générale sont très demandés par les acheteurs comme par les promoteurs, d'après les banques ayant pris part à cette manifestation. «Le volume des crédits immobiliers pour ceux désireux acquérir un logement a considérablement augmenté au cours de ces dernières années. De même que celui des crédits accordés aux investisseurs dans le secteur de l'immobilier», indiquent des banques publiques et privées. Les promoteurs immobiliers, pour leur part, ont des avis mitigés sur cette question, bien qu'ils se disent prêts désormais à opter pour le mode de financement islamique, la Mourabaha. «Beaucoup de promoteurs immobiliers préfèrent le paiement cash ou par tranches pour différentes raisons. Nous, par exemple, nous avons toujours rejeté les crédits

immobiliers pour des raisons religieuses. Mais maintenant qu'un produit financier islamique existe, nous allons ouvrir la voie des crédits bancaires aux clients qui n'ont pas les moyens de payer leurs logements par tranches», confie le directeur commercial de la promotion immobilière Far Dj, Kamel Sebâani. Selon lui, comme il est difficile de vendre les logements actuellement, ce mode de paiement va arranger et les clients et les promoteurs. Ces derniers signalent, toujours dans ce contexte, rejeter les crédits immobiliers, car ils procèdent à la vente d'appartements sur plan.

LES ACQUÉREURS PROTÉGÉS PAR LA LOI

«Quand le logement n'est pas encore réalisé, les clients n'ont pas droit à un crédit bancaire. C'est pour cette raison que nous exigeons le paiement cash de 50% et le reste par tranches sur plusieurs mois. Pour les dernières tranches, nous nous arrangeons pour ne pas

mettre la pression sur nos clients», explique un promoteur immobilier. Mais pour d'autres promoteurs immobiliers, Taamir notamment, cette explication ne tient pas, car les crédits immobiliers dédiés à la vente sur plan existent. «Les promoteurs d'une façon générale préfèrent le cash, c'est plus rentable», fait savoir le responsable commercial de Taamir, Imad Gherbi. Pour ce qui est des arnaques dans le domaine de la promotion immobilière, le représentant de Far Dj estime que la loi protège suffisamment les acheteurs et que si ces derniers appliquent le règlement, ils n'ont rien à craindre. «Sur le marché immobilier, on entend souvent parler d'arnaques.

Des promoteurs prennent de l'argent sans livrer le logement promis. Mais la faute, à mon sens, incombe surtout aux acheteurs qui procèdent au paiement sans le notifier chez le notaire. Ils préfèrent courir le risque de se faire arnaquer que de payer les frais du notaire. Dans ce cas, ils ne sont pas protégés par la loi, ils sont donc perdants sur toute la ligne», conclut-il.

■ Farida Belkhiri

IMPÔTS

Des mesures en faveur des entreprises exportatrices

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, hier dans un communiqué, des mesures d'accompagnement en faveur des entreprises réalisant des opérations d'exportation de biens et de services. Il s'agit de la mise en place d'une procédure simplifiée réservée aux traitements des demandes introduites par ces entreprises, a précisé la même source. Cette procédure concerne l'agrément au régime des achats en franchise de TVA, le remboursement des crédits de TVA et de l'avance financière de 30%, ainsi que les attestations de situation fiscale, en cas de transfert de fonds à l'étranger en relation avec les opérations d'exportation, a détaillé le communiqué. Par ailleurs, la DGI a mis à la disposition de ces entreprises l'adresse électronique suivante : «sadiratouka.contactdgi@mf.gov.dz» afin de s'informer, «dans les meilleurs délais, sur les procédures fiscales en relation avec l'activité exercée et de faire part des difficultés éventuellement rencontrées en la matière».

RAPPORT DE L'ONS SUR LES PRIX À LA CONSOMMATION

Inflation annuelle de +9,2% et hausse des prix des produits alimentaires

L'indice national brut des prix à la consommation au mois de novembre 2022 est élaboré à partir de l'observation des prix auprès d'un échantillon de 17 villes et villages représentatifs du territoire national sur les dépenses de consommation d'un panier de fruits et légumes frais, des produits manufacturés et des services comparativement au même mois de l'année précédente. Ce rapport annonce une hausse.

Abdelhalim Benyelles - Alger (Le Soir) - C'est ce qu'indique l'Office national des statistiques (ONS) dans un rapport récent sur l'indice des prix à la consommation du mois de novembre 2022. Les relevés de prix sont effectués périodiquement auprès d'un échantillon de points de vente, selon un programme d'enquêtes, fixé pour chaque groupe de produits et que la population de référence est constituée de l'ensemble des ménages de toutes tailles et de toutes catégories socio-professionnelles sur 261 articles représentés par 791 variétés sélectionnées sur la base de critères tels que la dépense annuelle, la fréquence de la dépense et l'utilité.

L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger

enregistre une baisse modérée de 0,2% au mois de novembre 2022 par rapport au mois précédent. Soit une variation similaire à celle relevée au même mois de l'année écoulée (-0,3%) en novembre 2021 à octobre 2021. Cette tendance baissière (-0,2%) qui intervient après des hausses dégressives observées aux trois derniers mois, respectivement (+1,9%, +0,9% et 0,7%) résulte, essentiellement, du recul des prix des biens alimentaires qui enregistrent un taux de (-1,0%).

Les prix des produits agricoles frais enregistrent une variation négative de 1,0%. Cette dernière s'explique particulièrement par la baisse des prix observée au niveau des légumes avec un taux de -1,5% et à un degré moindre

celui de la viande de poulet (-3,9%). En revanche, on note une hausse des prix pour le reste des produits dont notamment les fruits (+6,8%) et la pomme de terre (+5,4%). Egalement, les prix des produits alimentaires industriels baissent d'un taux de 1,0%. Cette tendance caractérise certains produits de cette catégorie dont les plus touchés : les pains et céréales (-3,1%) ainsi que les huiles et graisses (-0,7%). Par ailleurs, les prix des produits manufacturés et des services affichent des augmentations respectives de 0,0% et 0,4%. Le rythme d'inflation annuel (décembre 2021 à novembre 2022 / décembre 2020 à novembre 2021) est de + 9,2%.

Par contre, une évolution des prix des produits alimentaires et les prix des biens alimentaires marquent une baisse de près de 1,0% en novembre 2022, près des hausses plus ou moins élevées enregistrées depuis août respectivement (+3,5%, +0,9% et 1,4%). En dehors des légumes et de la viande de poulet qui accusent des baisses respectives de 15,2% et

3,9%, le reste des produits agricoles frais affichent des hausses, les plus importantes touchent les fruits (+6,8%), la pomme de terre (+5,4%) et à degré moindre les œufs (+2,4%). En novembre 2022 et par rapport à novembre 2021, les prix des biens alimentaires évoluent d'un taux de plus 11,2%. Les prix des produits agricoles frais inscrivent une variation de +11,8%, avec 33,8% pour la viande rouge et +21,8% pour les œufs. Les prix des produits alimentaires industriels marquent un taux de +10,6%, avec notamment, +19,4% pour le lait, le fromage et dérivés.

Les prix des produits manufacturés observent une variation de près de 0,6% en novembre 2022 par rapport au mois précédent. Au niveau national, l'indice général des prix à la consommation, au mois de novembre 2022, et par rapport au mois précédent, se caractérise par une hausse modérée de 0,2%. En revanche, les prix des biens alimentaires affichent une légère baisse de 0,1%, selon le même rapport de l'ONS.

A. B.

Loi de finances 2023

**L'ABEF organise
demain une journée
d'information sur les
nouvelles dispositions**

L'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF) organise, demain à Alger, une journée d'information sur les nouvelles dispositions contenues dans la loi de finances 2023, indique, hier, un communiqué de l'organisation.

L'événement, qui se tiendra au siège de la Direction générale de la poste, regroupera les représentants des banques, établissements financiers et des compagnies d'assurances, ainsi que des cadres de la Direction générale des impôts, des Douanes et de l'Agence algérienne de promotion de investissement (AAPI), selon la même source.

Cette journée sera l'occasion pour évoquer les aspects liés aux nouvelles dispositions fiscales et douanières contenues dans la loi de finance 2023, ainsi que les avantages proposés dans le nouveau code des investissements, a-t-on précisé dans le même texte.

Ghani Y.

الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية يوم إعلامي عن قانون المالية 2023 غدا الإثنين

« تنظم الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، غدا الإثنين بالجزائر العاصمة، يوما إعلاميا حول الأحكام الواردة في قانون المالية 2023، حسبما جاء في بيان للجمعية، أمس السبت.

يجمع هذا الحدث، المقرر إقامته بمقر المديرية العامة لبريد الجزائر، ممثلين عن البنوك والمؤسسات المالية وشركات التأمين، وكذا

إطارات من المديرية العامة للضرائب والجمارك الجزائرية والوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار. وسيكون هذا اليوم بمثابة فرصة لشرح الجوانب المتعلقة بأهم الأحكام الجبائية والجمركية الواردة في قانون المالية 2023، فضلا عن المزايا المقدمة في قانون الاستثمار الجديد. ◆ ك.ك

IMPORTATIONS DE BLÉ

La Russie prête à satisfaire 40% des besoins de l'Algérie

Avec des besoins atteignant en moyenne annuelle environ 11 millions de tonnes (Mt), l'Algérie fait figure de l'un des acheteurs patentés sur le marché mondial du blé tendre. Pour la saison 2022-2023, il est attendu que l'Office interprofessionnel des céréales (OAIC) s'approvisionne en grandes quantités pour compenser une production domestique certes en évolution mais encore loin du niveau requis pour s'assurer une autonomie.

La crise de disponibilité de blé sur le marché mondial, induite par le conflit entre l'Ukraine et la Russie, s'étant dans une très large mesure estompée, le retour à la normale est en train de s'installer depuis plusieurs semaines. Ainsi, il a été fait il y a une dizaine de jours d'un très important flux d'expéditions de céréales en provenance des deux pays en guerre à travers le fameux "corridor céréalier" instauré sous les bons offices de la Turquie. "Du 1^{er} août au 25 décembre dernier, un total de 585 navires sont partis chargés des ports des villes d'Odessa, de Tchornomorsk et de Youjne en Ukraine. La quantité totale de marchandises transportées a dépassé les 15 millions

de tonnes. L'orge, le blé, le soja, la farine de tournesol, le son de blé, les pois, les graines de tournesol, les aliments mixtes transformés, la betterave sucrière, l'huile de tournesol, les graines de colza, le maïs et l'huile de soja ont été transportés dans 13 types de cargaison différents.", a confié, il y a quelques jours, le ministre turc des Transports et des Infrastructures. Une réouverture qui ouvre de nouvelles perspectives pour les pays importateurs qui ont dû payer le prix fort pour leurs cargaisons de céréales sur l'ensemble des marchés mondiaux, à l'instar de l'Algérie qui, à travers l'OAIC, a émis plusieurs appels d'offres internationaux portant sur la

livraison en avril-mai, c'est-à-dire en pleine crise, de 700.000 tonnes de blé. A l'arrivée, ce sont, selon certaines sources françaises, 500.000 tonnes d'origine française qui ont été achetées. Il faudrait se rappeler que sur le marché européen, le blé a entamé l'année 2022 à 270 euros la tonne pour la finir autour de 315 euros fin décembre, une progression de près de 17 % sur un an, qui masque une «volatilité hors norme, avec un pic à 438 euros à la mi-mai».

En 2021-2022, l'OAIC a importé 7,2Mt de blé tendre, la France redevenant son premier fournisseur, avec 19% du total des importations algériennes. L'Algérie devrait donc importer moins eu égard à l'ambition affichée d'assurer 70% des besoins nationaux grâce à sa propre production et en s'attelant à résoudre le problème de ses moyens de stockage grâce à un programme qui verra en principe la réalisation de 39 silos de stockage de céréales d'une capacité moyenne de 250 000 quintaux par silo. En tous les cas,

pour la saison 2022-2023, l'Algérie devrait donc importer moins que d'habitude, à moins que la sécheresse de ces dernières semaines ne vienne altérer les prédictions. Quoi qu'il en soit, selon une déclaration faite à l'agence multimédia Sputnik par la directrice du département analytique de l'Union céréalière russe,

Elena Tiourina, Moscou pourrait livrer à l'Algérie jusqu'à 3,5 millions de tonnes et assurer plus de 40% des importations algériennes de blé de meunerie au cours de cette année. «L'Algérie est un gros importateur de blé de meunerie. Selon les données du département de l'agriculture des États-Unis (USDA) pour l'année agricole 2022-2023, elle occupe la cinquième position au classement mondial des importateurs de blé et pourrait acheter 8,2 millions de tonnes.

L'abandon des livraisons françaises a eu pour effet une forte hausse de la demande de blé russe», a expliqué la responsable

Azedine Maktour

أكد التطور الإيجابي للاقتصاد في لقائه مدير البنك الدولي .. كسالي؛

الجزائر ملتزمة بتعزيز ورفع القدرة الشرائية للمواطنين

والخاص، والصفقات العمومية والعقار الصناعي. من جانبه، أشاد هنتشل بالجهود التي تبذلها الجزائر لإرساء أسس النمو الاقتصادي المستدام الذي يبدو أن أفاقه الاقتصادية ستكون واحدة حسب توقعات مؤسسته. وجدّد مسؤول البنك الدولي استعداد مؤسسته لمواصلة الأعمال المبذولة اللازمة لمرافقة السياسات التي تبنتها بلادنا في إطار برنامجها للتنمية والترويج الاقتصاديين.

سليم . ب

سياسة استباقية لتنويع الاقتصاد الجزائري من خلال ترقية الإنتاج الوطني خارج المحروقات. وحسب وزير المالية، فإن الجزائر قد باشرت عملية إصلاحات هيكلية هامة سيكون لها آثار إيجابية على الاقتصاد. على غرار وضع قانون الاستثمار الجديد ودخول القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية حيز التنفيذ. وكذلك المصادقة قريبا على عديد النصوص التشريعية المسيرة للنشاط الاقتصادي. مثل قانون النقد والقرض، والشراكة بين القطاعين العام

وقال كسالي، إن الاقتصاد الجزائري سجل منذ السنة المالية 2022 تطورا إيجابيا استنادا للعديد المؤشرات. أبرزها عودة منحى النمو إلى مساره التصاعدي وهذا بالرغم من تداعيات الفترة الصعبة للأزمة الصحية والاضطرابات الجيوسياسية. التي أدت إلى اختلال سلاسل التموين وكذا التضخم في السوق الدولية.

كما أشار وزير المالية، إلى أن الجزائر ملتزمة بتعزيز ورفع القدرة الشرائية للمواطنين واحتواء التضخم في نسب معقولة. كما يرافق هذا الجهد

استقبل وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، المدير الإقليمي لدائرة المغرب العربي لدى البنك الدولي جيسكو هنتشل. لمناقشة وضعية وآفاق التعاون بين الجزائر وهيئة برينتون وودس. وحسبما أفاد به بيان للوزارة، فقد تطرّق كسالي خلال هذا اللقاء، الذي عقد بمقر الوزارة، إلى السبل والوسائل الكفيلة بتعزيز أكبر لدعم البنك العالمي للجزائر في مجال نقل المعرفة وتعزيز القدرات. من أجل دعم البلد في برنامجها الواسع للإصلاحات.

المطلب لاقى رفض مديرة الضرائب أعضاء في لجنة المالية يقترحون مصالحة ضريبية

البنية التحتية وتجهيزها بالألياف البصرية والمعدات وأرجعت السيدة المديرة أسباب ضعف تحصيل الإيرادات الجبائية وغير الجبائية خلال سنة 2020، إلى الأزمة الاقتصادية التي نتج عنها انخفاض كبير في أسعار النفط الخام وكذا الوضعية الصحية التي عرفتها البلاد جراء جائحة فيروس كورونا. وفق ما نقله المجلس عنها. ومن أجل التصدي لهذا الظرف أوضحت السيدة عبد اللطيف أن وزارة المالية اتخذت جملة من التدابير كتعليق دفع التسبيقات الخاصة بالضريبة على أرباح الشركات والضريبة على الدخل الإجمالي إلى جانب تأجيل اكتتاب التصريحات الجبائية الشهرية والسنوية وإلغاء الغرامات وعقوبات التأخير المطبقة على مختلف التصريحات الجبائية، بالإضافة إلى منح تسهيلات لتسديد الديون الجبائية بالنسبة للمؤسسات التي تواجه صعوبات مالية وكذلك تعليق كل عمليات الرقابة الجبائية، ما عدا حالات خاصة كالغش الجبائي إلى جانب تعليق إجراءات التحصيل الجبائي.

ف. جمال

لمديرية الضرائب العامة"، فيما وعدت مسؤولة القطاع بتجهيزه.

كما جدد أعضاء اللجنة بتسريع عملية رقمنة القطاع وكذا تخصيص غلاف مالي في الميزانية بغرض ترقية عملية تسيير المديرية والضريبة وكذا تكثيف عمل جهاز الرقابة والتحقيقات الجبائية ودعمه، ليؤكدوا من جهة أخرى أهمية استقرار القوانين ذات الصلة.

وتقرر توصية إلى الحكومة يطالبون فيها بتوفير مزيد من القدرات لمصالح الضرائب بتوفير الإمكانيات المادية والبشرية من كوادر مؤهلة (مهندسين في الإعلام تقنيين) لتسريع وتيرة الرقمنة، (رفعوا المطلب ذاته لاحقا بالنسبة لأعوان الخزينة).

وعرضت المديرية العامة للضرائب وضعية تقدم عملية عصرنه ورقمنة المصالح الجبائية، حيث أكدت بأنه وبالرغم من الوضعية الصعبة التي مرت بها البلاد خلال سنة 2020 فقد واصلت المديرية العامة للضرائب نشر النظام المعلوماتي "جبايتك" وقد أكدت في هذا الإطار بأن نشر النظام المعلوماتي "جبايتك" مرتبط بوتيرة استلام

● طالب أعضاء اللجنة المالية بالمجلس الشعبي الوطني بمسح ديون المتأخرين عن دفع الضرائب، لكن المطلب لاقى رفضا من قبل المديرية العامة للضرائب السيدة سهام عبد اللطيف. ونقل تقرير للجنة بمناسبة مرور المديرية العامة للضرائب على لجنة المالية هذا الأسبوع في إطار مناقشة مشروع قانون تسوية الميزانية لـ 2020 مطلب أعضاء اللجنة بإجراء "مصالحة جبائية يهدف استقطاب أموال السوق الموازي".

وفي هذا السياق، أشارت مصادر من اللجنة لـ "الخبر"، إلى أن المطلب لاقى اعتراضا من المديرية العامة للضرائب التي اعتبرته "مساسا بالعدالة الجبائية" الذي يوجد في صلب السياسة الحكومية.

وطرح أعضاء اللجنة المالية جملة من الانشغالات المتعلقة بقطاع الضرائب وتساءلوا عن سبب تأخر عدالة النظام الضريبي وتوسعة وعائه، كما تساءلوا عن تأخر إنشاء مراكز الضرائب والمراكز الجوارية للضرائب بالولايات الجديدة المستحدثة حسبما أفاد المجلس، ورافعوا لتعجيل إعداد القانون الأساسي الجديد



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz

You
Tube

وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger